

Questions orales

M. de Jong: Ne pouvez-vous pas faire mieux, Harvie?

M. Broadbent: Vous êtes vraiment cinglé.

M. Orlikow: Vous avez besoin d'un nouvel agent de recherche, Harvie.

* * *

LA CHAMBRE DES COMMUNES

PRÉSENCE À LA TRIBUNE DU PRÉSIDENT DU LIONS INTERNATIONAL

M. le Président: Je signale aux députés la présence à la tribune de Son Honneur le Juge Brian Stevenson, président du Lions international.

Des voix: Bravo!

PRÉSENCE À LA TRIBUNE DE LA COMMISSAIRE ADJOINTE DES TERRITOIRES DU NORD-OUEST

M. le Président: J'attire aussi l'attention des députés sur la présence à la tribune de M^{me} Ann Hanson, commissaire adjointe des Territoires du Nord-Ouest.

Des voix: Bravo!

* * *

[Français]

L'EXPANSION INDUSTRIELLE RÉGIONALE

LA PART DU QUÉBEC—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

L'hon. Jean Lapierre (Shefford): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances. Ce dernier est certainement au courant du fait qu'au cours des cinq dernières années, les dépenses fédérales directes relativement aux régions du Québec ont été de l'ordre de près d'un milliard de dollars. Le ministre des Finances sait que le Programme de développement industriel régional a dépensé 453 millions, le Plan de l'Est du Québec, 264 millions, l'Office canadien pour le renouveau industriel, au-delà de 200 millions. Est-ce que le ministre des Finances peut m'expliquer pourquoi, maintenant pour les cinq prochaines années, les dépenses fédérales pour les régions du Québec seront réduites de près de 50 p. 100, soit plus de 500 millions de dollars? Pourquoi réduire d'un milliard à 500 millions pour les cinq régions du Québec?

[Traduction]

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, je ne comprends pas les chiffres dont vient de nous parler le député. Je crois que c'est aujourd'hui qu'on a annoncé une hausse appréciable des dépenses au titre du développement régional.

Le député n'a qu'à passer en revue nos récentes mesures pour se rendre compte que les dépenses au titre du développement régional ont passablement augmenté, non pas uniquement au Québec, mais dans les autres régions également, car nous voulons qu'elles puissent profiter des crédits au développement régional.

Le député ne décrit pas du tout la situation telle que je la vois.

[Français]

M. Lapierre: Monsieur le Président, justement je mets au défi le ministre des Finances de vérifier les chiffres que je viens de lui citer. Il va avoir la démonstration que l'aide fédérale directe à la province de Québec sera diminuée d'au moins 50 p. 100 avec l'annonce tape-à-l'oeil que le premier ministre est en train de faire à Québec, aujourd'hui.

ON DEMANDE DES EXPLICATIONS

L'hon. Jean Lapierre (Shefford): Monsieur le Président, je veux demander au ministre des Finances: Comment peut-il justifier cette réduction de 50 p. 100 quand on sait que le premier ministre ne fait que du «pétage de bretelles», qu'en réalité 1.2 milliard de dollars ont été injectés dans l'Ouest canadien, que l'Atlantique aura 1 milliard de dollars et que le Québec n'aura qu'un demi-milliard de dollars de fonds fédéraux, contrairement à 1 milliard pour les cinq dernières années? Pourquoi cette réduction et pourquoi faire de la publicité frauduleuse?

L'hon. Bernard Valcourt (ministre d'État (Petites entreprises et Tourisme) et ministre d'État (Affaires indiennes et du Nord canadien): Monsieur le Président, il y en a qui se «pètent les bretelles» et d'autres qui se «pètent la gueule» sur le bureau. Parce que si le député veut regarder les chiffres, et j'ai en main, monsieur le Président, les dépenses engagées par le gouvernement fédéral au Québec en vertu de ses programmes de développement régional, cela se compare. Je serais gêné d'être un libéral et de me lever à la Chambre, aujourd'hui, et dire que ce gouvernement a fait moins au Québec. Une fois ces fonds-là engagés, on va engager au Québec, en vertu des programmes de développement régional et d'autres programmes actuels du ministère, 28 p. 100 de plus que ce qui se dépensait auparavant au Québec. C'est la réalité.

* * *

LES AFFAIRES INDIENNES

LES TERRES ENTOURANT LA RÉSERVE INDIENNE DE KAHNAWAKE—LA REVENDICATION DES INDIENS—LA POSITION DU MINISTRE

M. Ricardo Lopez (Châteauguay): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre d'État (Affaires indiennes et du Nord canadien).

Monsieur le Président, suite aux événements malheureux qui sont survenus la semaine dernière à la Réserve indienne de Kahnawake, les citoyens de ma circonscription se posent de sérieuses questions et vivent une situation d'inquiétude.

Monsieur le Président, le chef de la Réserve indienne de Kahnawake a envoyé une lettre à huit municipalités de la circonscription de Châteauguay dans laquelle il prétend que huit municipalités adjacentes à la Réserve indienne de Kahnawake, supposément, appartiennent à la Seigneurie de Sault Saint-Louis et que la Seigneurie de Sault Saint-Louis est maintenant revendiquée comme étant un droit des Indiens.